

Arrêté du Conseil-exécutif

N° d'ACE: 1624/2013
Date: 4 décembre 2013
Direction: Direction des finances
N° d'affaire:
Classification: Non classifié

Personnel cantonal et corps enseignant. Progression individuelle des traitements en 2014

A. **Personnel cantonal** : en vertu des articles 72 et suivants de la loi du 16 septembre 2004 sur le personnel (LPers ; RSB 153.01), des articles 44 et suivants et 51, alinéa 1 de l'ordonnance du 18 mai 2005 sur le personnel (OPers ; RSB153.011.1) ainsi que de l'arrêté du 4 décembre 2013 « Mesures salariales de 2014 : décision de principe », le Conseil-exécutif arrête ce qui suit :

1. Une part de 1,5 pour cent de la masse salariale (1,0% sur les moyens prévus au budget 2014 et 0,5% sur les gains de rotation) est affectée à la progression individuelle des traitements du personnel cantonal au 1^{er} janvier 2014.
2. Compte tenu de la structure du personnel à la fin du mois d'octobre 2013, les Directions, la Chancellerie d'Etat, la Justice et les autres autorités peuvent affecter les montants suivants à la progression individuelle des traitements (sous réserve de changements de la structure du personnel d'ici la fin de l'année 2013) :

Institution	Montant en francs ¹
Justice	1 227 000
CF et BSPD ²	60 000
CHA	156 000
ECO	1 041 000
SAP	2 839 000
JCE	2 259 000
POM	5 398 000
FIN	1 469 000
INS	1 543 000
TTE	1 238 000
Total	17 230 000

¹ sans les coûts des cotisations pour augmentation du gain assuré

² Contrôle des finances et Bureau cantonal pour la surveillance de la protection des données



3. Ces montants sont répartis entre les agents et agentes cantonaux qui sont soumis à l'évaluation des performances et du comportement, conformément aux dispositions de l'article 44 OPers relatives à la progression ordinaire des traitements liée aux performances. Les agents et agentes qui ont obtenu une appréciation A ou supérieure et qui présentent un retard salarial important peuvent bénéficier d'échelons de traitement supplémentaires en vertu de l'article 51 OPers. Il est possible d'accorder au maximum dix échelons de traitement.

Appréciation à l'entretien d'évaluation périodique	Nb max. d'échelons progression ordin. conf. art. 44 OPers	Nb max. d'échelons avec possibilités de correction
Appréciation A++	10 échelons	10 échelons
Appréciation A+	6 échelons	10 échelons
Appréciation A	3 échelons	10 échelons
Appréciation B ou C	-	-

Les éventuels échelons accordés en vertu de l'article 51 OPers doivent également être financés sur les montants indiqués au chiffre 2.

4. Trois échelons de traitement supplémentaires sont accordés aux fonctions dont la progression du traitement n'est pas assujettie à l'évaluation des performances et du comportement, conformément à l'article 47, alinéa 1 OPers (progression automatique). Aucun échelon de traitement supplémentaire ne peut être octroyé. Les fonds nécessaires sont compris dans les montants indiqués au chiffre 2. Il a été tenu compte des besoins spécifiques du fait des structures propres du personnel.
5. Trois échelons de traitement sont octroyés aux membres du personnel de nettoyage ne faisant pas l'objet d'une évaluation des performances et du comportement (cf. art. 49 OPers), pour autant qu'ils n'aient pas encore atteint le 40^e échelon de traitement. Aucun échelon de traitement supplémentaire ne peut être accordé.
6. Les agents et agentes affectés à un échelon de départ bénéficient de la progression accélérée du traitement conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 13 septembre 2006 sur les échelons de départ (OED ; RSB 153.011.3). Les fonds nécessaires à la progression accélérée du traitement ne sont pas compris dans les montants indiqués au chiffre 2, mais déjà inscrits au budget de 2014.
7. Les Directions, la Chancellerie d'Etat, les hautes écoles, la Justice et les autres autorités bénéficient de l'appui de la Direction des finances pour l'exécution du présent arrêté.
8. Toute Direction qui, en raison de gains de rotation insuffisants, ne peut pas respecter le solde d'un groupe de produits, donc le solde du compte de fonctionnement, dans l'exécution du budget 2014, se voit accorder un dépassement budgétaire du même montant. La limite fixée à 1,5 pour cent au total de la masse salariale ne doit pas être dépassée. La Direction des finances met à cet effet un document type à la disposition des Directions et peut regrouper plusieurs crédits supplémentaires dans des arrêtés collectifs.

9. En ce qui concerne les hautes écoles, il est exclu de modifier la subvention cantonale fixée pour tenir compte du présent arrêté sur les mesures salariales. Un ajustement éventuel pourra intervenir seulement l'année suivante, lors de la fixation de la subvention cantonale accordée aux hautes écoles (cf. art. 129 OUni, art. 69e³ OHESB et art. 48e³ OHEP).

³ Cet article entrera en vigueur le 1.1.2014.

B. Corps enseignant : en vertu de l'article 14, alinéa 2 de la loi du 20 janvier 1993 sur le statut du corps enseignant (LSE ; RSB 430.250) et de l'article 32, alinéa 1 de l'ordonnance du 28 mars 2007 sur le statut du corps enseignant (OSE ; RSB 430.251.0), le Conseil-exécutif arrête :

1. Les membres du corps enseignant qui, le 1^{er} août 2014, n'ont pas encore atteint le traitement maximal et ont une année de pratique à leur actif au sens de l'article 32, alinéa 1 OSE, se voient octroyer
 - a. quatre échelons de traitement s'ils ont, à cette date, une à sept années d'expérience professionnelle,
 - b. trois échelons de traitement s'ils ont, à cette date, huit à dix-sept années d'expérience professionnelle,
 - c. deux échelons de traitement s'ils ont, à cette date, dix-huit années ou plus d'expérience professionnelle.
2. Des échelons de traitement supplémentaires peuvent être octroyés aux membres du corps enseignant pour rattraper les retards de salaires, dans les limites des fonds disponibles de 1,5 pour cent de la masse salariale. Les moyens disponibles sont affectés en priorité lorsque l'écart par rapport à l'évolution salariale selon le chiffre 1 est le plus important.
3. La Direction de l'instruction publique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Au nom du Conseil-exécutif
Le chancelier:
Auer



Destinataires

- Chancellerie d'État
- Directions, pour elles-mêmes et à l'intention de leurs offices et établissements
- Contrôle des finances
- Bureau cantonal pour la surveillance de la protection des données
- Direction de la magistrature